

Quatrième trimestre de 2004 • Communiqué de presse • Douze mois terminés le 31 octobre 2004

Le Groupe Financier Banque TD présente d'excellents résultats pour 2004 grâce à ses stratégies ciblées et à son approche rigoureuse en matière de capital

POINTS SAILLANTS ANNUELS

- Le revenu dilué par action comme présenté¹ s'est élevé à 3,39 \$ pour l'exercice 2004 contre 1,51 \$ pour l'exercice 2003.
- Le revenu dilué par action avant l'amortissement des actifs incorporels² s'est fixé à 4,11 \$ pour l'exercice 2004 en regard de 2,26 \$ pour l'exercice 2003.
- Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires comme présenté a été de 18,5 % par rapport à 8,7 % pour l'exercice 2003.
- Le rendement du capital investi³ s'est dégagé à 18,2 % en regard de 10,5 % pour l'exercice 2003.
- Le total des revenus a atteint 10 826 millions de dollars contre 10 040 millions de dollars pour l'exercice 2003.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU QUATRIÈME TRIMESTRE

- Le revenu dilué par action comme présenté s'est établi à 0,90 \$ contre 0,73 \$ pour le quatrième trimestre du dernier exercice.
- Le revenu dilué par action avant l'amortissement des actifs incorporels a atteint 1,04 \$ en regard de 0,90 \$ il y a un an.
- Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires comme présenté s'est dégagé à 19,1 % pour le trimestre par rapport à 16,7 % pour le même trimestre de l'exercice précédent.
- Le rendement du capital investi s'est élevé à 17,8 % pour le trimestre contre 16,9 % pour la période correspondante du dernier exercice.
- Le revenu net comme présenté a été de 612 millions de dollars pour le trimestre comparativement à 501 millions de dollars il y a un an.
- Le revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels s'est établi à 704 millions de dollars en regard de 613 millions de dollars pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent.

Le revenu dilué par action indiqué ci-dessus comprend les éléments qui suivent :

- L'annulation des dernières provisions sectorielles de 101 millions de dollars après impôts et taxes (15 cents l'action).
- L'incidence de la note d'orientation concernant la comptabilité 13 (la NOC-13), qui a donné lieu à une perte de 11 millions de dollars après impôts et taxes ((2) cents l'action).

TORONTO - 24 novembre 2004 - Le Groupe Financier Banque TD (GFBTD) a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le quatrième trimestre et l'exercice terminés le 31 octobre 2004. Les résultats du trimestre et de l'exercice reflètent l'apport en revenus des trois entreprises du Groupe Financier Banque TD.

«Le quatrième trimestre a clôturé un excellent exercice pour le Groupe Financier Banque TD. Les résultats démontrent que nos trois entreprises sont sur la bonne voie et que nos stratégies portent fruit, dit W. Edmund Clark, président et chef de la direction du Groupe Financier Banque TD. Je suis également heureux de présenter un rendement total pour les actionnaires de 14,8 % pour l'exercice». M. Clark a également souligné que le capital de catégorie 1 de la Banque avait augmenté à 12,6 %, soit une hausse en regard de 10,5 % à la fin de l'exercice 2003.

Rendement des secteurs d'activité au quatrième trimestre

Services bancaires personnels et commerciaux

Une fois de plus, TD Canada Trust a enregistré des revenus records pour le trimestre et l'exercice. Il s'agit du huitième trimestre consécutif où elle affiche un taux de croissance de plus de 10 %. L'augmentation marquée du volume des prêts immobiliers garantis, des dépôts des entreprises et des affaires d'assurance ainsi que l'essor des activités par suite des acquisitions auprès du Groupe Liberté Mutuelle et de la Banque Laurentienne ont joué un rôle dans la forte croissance des revenus au quatrième trimestre.

«Je suis très heureux du rendement toujours solide de TD Canada Trust. Bien que le taux de croissance puisse ne pas être maintenu à long terme, un tel rendement reste tout à fait remarquable, affirme M. Clark. Grâce au

¹ Les résultats comme présentés sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

² Les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels et les résultats comme présentés figurant dans le présent rapport sont expliqués en détail en page 3 à la section «Présentation de l'information financière de la Banque».

³ Le rendement du capital investi est expliqué en détail à la page 4 à la rubrique «Profit économique et rendement du capital investi».

travail de la direction et des employés, le taux de croissance des revenus a été exceptionnel dans un contexte caractérisé par une compression prolongée des marges».

TD Canada Trust continue à investir dans ses activités afin d'améliorer la satisfaction de la clientèle tout en réduisant de façon continue les coûts. Ainsi, si les frais ont augmenté au cours du quatrième trimestre, c'est en raison de la modernisation des guichets automatiques et du développement des systèmes d'infrastructure ainsi que de l'acquisition d'activités auprès du Groupe Liberté Mutuelle. Cette augmentation devrait être plus modeste au cours des prochains trimestres.

«Les priorités de TD Canada Trust en 2005 consistent à acquérir des nouveaux clients dans le secteur des services bancaires personnels et à assurer l'expansion des entreprises sous-représentées, y compris les services d'assurance et les services bancaires commerciaux et aux petites entreprises, tout en continuant à améliorer le service à la clientèle et à gérer efficacement les dépenses», dit M. Clark.

Gestion de patrimoine

L'entreprise de gestion de patrimoine de la Banque a inscrit des revenus raisonnables au cours du quatrième trimestre. Fonds Mutuels TD a obtenu un volume de ventes élevé des fonds à long terme et a clôturé l'exercice avec des revenus records. Les volumes d'opérations dans le secteur du courtage à escompte ont été moins importants au quatrième trimestre qu'au premier semestre de l'exercice en raison du ralentissement des marchés des capitaux.

«Somme toute, l'entreprise de gestion de patrimoine a connu un excellent exercice. Par conséquent, nous avons accéléré nos investissements dans l'infrastructure afin d'améliorer notre service à la clientèle», affirme M. Clark.

Les actifs administrés ont progressé de 20 milliards de dollars en 2004 pour atteindre 279 milliards de dollars à la fin du quatrième trimestre. La croissance est attribuable à l'ajout de nouveaux actifs dans les secteurs du courtage à escompte et des services de conseils.

«Notre entreprise de gestion de patrimoine a fait preuve d'excellence au cours de l'exercice, affichant des résultats solides malgré l'incertitude des marchés. Au cours de 2005, nos efforts seront axés sur l'acquisition de nouveaux clients et sur la croissance des actifs, particulièrement dans la sphère des services de conseils», dit M. Clark.

Services bancaires en gros

Les Services bancaires en gros ont présenté des résultats vigoureux au cours du quatrième trimestre. Le revenu net du quatrième trimestre a atteint le même niveau qu'il y a un an, mais avec un apport moindre de capitaux, ce qui a entraîné un accroissement du rendement du capital investi.

Les revenus des principales activités de Valeurs Mobilières TD se sont reliés au cours du trimestre parallèlement à l'affaiblissement des marchés financiers. Les activités de négociation ont connu un trimestre particulièrement difficile, tant du côté des titres à taux d'intérêt que des actions. La demande de prêts par les grandes entreprises est également demeurée anémique.

«Malgré la faiblesse des marchés financiers, les Services bancaires en gros ont quand même dégagé un revenu net raisonnable ce trimestre ainsi qu'un rendement du capital investi intéressant, souligne M. Clark. Comme prévu, le rythme exceptionnellement soutenu des deux premiers trimestres n'a pu être maintenu, mais, somme toute, les Services bancaires en gros ont enregistré un excellent exercice.

«Le renforcement des relations avec les clients, l'expansion de notre gamme de produits et l'excellence opérationnelle sont les priorités des Services bancaires en gros pour 2005, affirme M. Clark. Nous prévoyons que les efforts déployés permettront aux Services bancaires en gros d'afficher encore un rendement du capital investi solide».

Siège social

Par suite d'un examen du niveau des réserves globales, le secteur Siège social a annulé les dernières provisions sectorielles, soit 101 millions de dollars après impôts et taxes (155 millions de dollars avant impôts et taxes) au quatrième trimestre. La Banque a établi des provisions spécifiques et il ne lui est plus nécessaire de constituer des provisions sectorielles.

CONCLUSION

«Les revenus vigoureux de nos trois entreprises ainsi que notre approche rigoureuse en matière de capital nous permettent d'investir dans des secteurs qui dénotent des possibilités de croissance intéressantes», souligne M. Clark. Étant donné que les occasions de croissance comme l'acquisition de 57 succursales de la Banque Laurentienne et d'activités du Groupe Liberté Mutuelle sont rares au pays, nous devons trouver des cibles stratégiques pour investir nos capitaux excédentaires. Banknorth correspondait à ce que nous cherchions». La Banque espère recevoir l'approbation des organismes de réglementation et des actionnaires pour cette opération et conclure celle-ci au début de 2005.

Mise en garde à l'égard des déclarations prospectives

De temps à autre, la Banque fait des déclarations prospectives, écrites ou verbales, y compris dans le présent rapport, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux dispositions d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis. Les déclarations prospectives comprennent, entre autres, des déclarations concernant les objectifs de la Banque et ses stratégies pour les atteindre, les perspectives pour les unités fonctionnelles de la Banque, ainsi que la performance financière prévue de la Banque. Les déclarations prospectives se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme «croire», «prévoir», «pouvoir» et les verbes au futur et au conditionnel. Les risques et incertitudes associés à ces déclarations sont de nature générale ou spécifique et peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les déclarations prospectives. Certains des facteurs qui pourraient entraîner de tels écarts incluent les risques, notamment, de crédit, de marché, d'illiquidité, de taux d'intérêt, d'exploitation et autres présentés dans le rapport de gestion du présent rapport et d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation du Canada et auprès de la SEC, y compris le Rapport annuel de 2003 de la Banque; les conditions économiques et commerciales générales au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays où la Banque exerce des activités; l'incidence des modifications apportées aux politiques monétaires; le degré de concurrence sur les marchés où la Banque exerce ses activités, de la part des concurrents établis comme des nouveaux venus; les modifications aux lois ou à la réglementation; la précision et l'intégralité des informations que la Banque recueille à l'égard des clients et des contreparties; la conception de nouveaux produits et services et le moment où ils sont lancés sur le marché; la capacité de la Banque à réaliser et à intégrer les acquisitions, y compris l'acquisition d'une participation de 51 % dans Banknorth Group Inc.; la capacité de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la fiabilité de tiers à fournir les infrastructures nécessaires aux activités de la Banque; l'évolution de la technologie; les modifications des lois fiscales; les procédures judiciaires ou réglementaires imprévues; l'incidence néfaste continue des litiges dans le secteur des valeurs mobilières aux États-Unis; les changements imprévus dans les habitudes de consommation et d'épargne des consommateurs; l'incidence possible sur les activités de la Banque des conflits internationaux, du terrorisme ou de catastrophes naturelles comme des séismes; la capacité de la direction à prévoir et à gérer les risques associés à ces facteurs et à réaliser les stratégies de la Banque. Cette liste n'est pas exhaustive de tous les facteurs possibles. D'autres facteurs peuvent nuire aux résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section débutant à la page 32 du Rapport annuel de 2003 de la Banque à l'égard de l'incidence que pourraient avoir sur les résultats réels certains facteurs clés. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque et ne doit pas se fier indûment aux déclarations prospectives de la Banque. La Banque n'effectuera pas de mise à jour des déclarations prospectives, écrites ou verbales, qui peuvent être faites de temps à autre par nous ou en notre nom.

RAPPORT DE GESTION

Présentation de l'information financière de la Banque

La Banque dresse ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, qui sont présentés aux pages 13 à 16 du présent communiqué de presse du quatrième trimestre. La Banque désigne les résultats dressés selon les PCGR comme étant les résultats «comme présentés».

La Banque utilise également les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et pour mesurer sa performance globale. Ainsi, la Banque déduit l'amortissement des actifs incorporels des résultats comme présentés. Auparavant, la Banque présentait ses résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse. Étant donné que la seule distinction entre les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse et les résultats comme présentés depuis 2003 était l'amortissement des actifs incorporels (il n'y avait pas d'éléments exceptionnels), la Banque utilise maintenant les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels, car ils décrivent mieux cette mesure.

L'amortissement des actifs incorporels de la Banque se rapporte en grande partie à l'acquisition de Canada Trust au cours de l'exercice 2000. La Banque exclut l'amortissement des actifs incorporels puisque cette approche reflète la méthode de gestion interne des entreprises de la Banque. Par conséquent, la Banque estime que les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels procurent au lecteur un aperçu de ses résultats permettant une comparaison significative d'une période à l'autre.

Comme il est expliqué, les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels sont différents des résultats présentés selon les PCGR. L'expression «résultats avant l'amortissement des actifs incorporels» et les termes connexes utilisés dans le présent communiqué ne sont pas définis par les PCGR et, par conséquent, ils pourraient avoir une signification différente d'une terminologie similaire utilisée par d'autres émetteurs. Le tableau i-après présente un rapprochement des résultats avant l'amortissement des actifs incorporels et des résultats comme présentés de la Banque.

Rapprochement des résultats avant l'amortissement des actifs incorporels et des résultats comme présentés (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	<i>Pour les trois mois terminés les</i>		<i>Pour les douze mois terminés les</i>	
	31 octobre 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
Revenu d'intérêts net	1 475 \$	1 379 \$	5 943 \$	5 616 \$
Provision pour (annulation de) pertes sur créances	(73)	(83)	(386)	186
Autres revenus	1 118	1 094	4 883	4 424
Frais autres que d'intérêts	1 762	1 785	7 381	7 592
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	904	771	3 831	2 262
Provision pour impôts sur les bénéfices	177	135	952	603
Part des actionnaires sans contrôle	23	23	92	92
Revenu net avant amortissement des actifs incorporels et dividendes sur actions privilégiées	704 \$	613 \$	2 787 \$	1 567 \$
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	92	112	477	491
Revenu net	612 \$	501 \$	2 310 \$	1 076 \$
Dividendes sur actions privilégiées	17	21	78	87
Revenu net applicable aux actions ordinaires – comme présenté	595 \$	480 \$	2 232 \$	989 \$
(en dollars canadiens)				
Revenu net de base par action ordinaire – comme présenté	0,91 \$	0,74 \$	3,41 \$	1,52 \$
Revenu net dilué par action ordinaire – comme présenté	0,90	0,73	3,39	1,51
Revenu net de base par action ordinaire – avant amortissement des actifs incorporels	1,05	0,91	4,14	2,28
Revenu net dilué par action ordinaire – avant amortissement des actifs incorporels	1,04	0,90	4,11	2,26

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour la période en cours.

Revenu net

Pour le quatrième trimestre, le revenu net comme présenté s'est établi à 612 millions de dollars contre 501 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent. Le revenu de base par action comme présenté s'est élevé à 0,91 \$ pour le trimestre en regard de 0,74 \$ il y a un an. Le revenu dilué par action comme présenté a atteint 0,90 \$ pour le trimestre par rapport à 0,73 \$ pour la période correspondante du dernier exercice. Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires comme présenté, sur une base annualisée, a été de 19,1 % pour le trimestre contre 16,7 % un an plus tôt.

Pour le quatrième trimestre, le revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels s'est dégagé à 704 millions de dollars comparativement à 613 millions de dollars pour le même trimestre du dernier exercice. Le revenu de base par action avant l'amortissement des actifs incorporels s'est établi à 1,05 \$ pour le trimestre contre 0,91 \$ il y a un an. Le revenu dilué par action avant l'amortissement des actifs incorporels s'est élevé à 1,04 \$ pour le trimestre en regard de 0,90 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires avant l'amortissement des actifs incorporels, sur une base annualisée, a été de 22,1 % pour le trimestre comparativement à 20,6 % un an plus tôt.

Profit économique et rendement du capital investi

La Banque recourt au profit économique comme outil de mesure de la création de valeur pour les actionnaires. Le profit économique correspond au revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels moins les dividendes sur actions privilégiées et une imputation au titre du capital investi moyen. Le capital investi moyen est égal à l'avoir moyen en actions ordinaires plus les

montants moyens cumulatifs après impôts et taxes de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels amortis à la date de présentation de l'information financière. Le taux utilisé pour l'imputation au titre du capital investi correspond au coût en capitaux propres déterminé au moyen du modèle d'établissement des prix des immobilisations. L'imputation représente un rendement hypothétique minimum exigé par les porteurs d'actions ordinaires sur le capital investi de la Banque. La Banque vise à atteindre un profit économique positif et croissant.

Le rendement du capital investi (RCI) est obtenu en divisant le revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels, moins les dividendes sur actions privilégiées, par le capital moyen investi. Le RCI est une variante de la mesure du profit économique qui s'avère utile comparativement au coût en capitaux propres. Le RCI et le coût en capitaux propres sont des pourcentages, tandis que le profit économique est exprimé en dollars. Lorsque le RCI excède le coût en capitaux propres, le profit économique est positif. Le but de la Banque est de maximiser le profit économique en générant un RCI supérieur au coût en capitaux propres.

Le profit économique et le RCI ne sont pas des termes définis par les PCGR. Par conséquent, ils pourraient avoir une signification différente d'une terminologie similaire utilisée par d'autres émetteurs. Le tableau ci-après présente un rapprochement du profit économique de la Banque, du rendement du capital investi et du revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels. Les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels et les termes connexes sont décrits à la section «Présentation de l'information financière de la Banque».

Rapprochement du profit (de la perte) économique, du rendement du capital investi et du revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels

(en millions de dollars canadiens)	<i>Pour les trois mois terminés les</i>		<i>Pour les douze mois terminés les</i>	
	31 octobre 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
Avoir moyen en actions ordinaires	12 392 \$	11 396 \$	12 050 \$	11 396 \$
Montant cumulatif moyen de l'amortissement de l'écart d'acquisition/ des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	2 991	2 504	2 834	2 396
Capital investi moyen	15 383 \$	13 900 \$	14 884 \$	13 792 \$
Taux d'imputation au titre du capital investi	10,7 %	10,9 %	10,7 %	10,9 %
Imputation au titre du capital investi ¹	(413)	(382)	(1 593)	(1 530)
Revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels moins les dividendes sur actions privilégiées	687	592	2 709	1 480
Profit (perte) économique ¹	274 \$	210 \$	1 116 \$	(50) \$
Rendement du capital investi ¹	17,8 %	16,9 %	18,2 %	10,5 %
Rendement du total de l'avoir en actions ordinaires – comme présenté	19,1 %	16,7 %	18,5 %	8,7 %

¹ Comprend une imputation de 26 millions de dollars après impôts et taxes pour l'amortissement passé de l'écart d'acquisition qui a subi une dépréciation au deuxième trimestre de 2003.

Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net comme présenté s'est établi à 1 475 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 96 millions de dollars en regard du même trimestre du dernier exercice. L'augmentation provient surtout des Services bancaires personnels et commerciaux qui ont enregistré une croissance du volume des prêts immobiliers garantis ainsi que du volume des dépôts de base et des dépôts de petites entreprises, croissance qui a été en partie contrebalancée par la baisse des marges. Le revenu d'intérêts net de Gestion de patrimoine a également grimpé avec la hausse des prêts sur marge et des écarts entre les prêts et dépôts de l'entreprise de courtage à escompte de Gestion de patrimoine.

Depuis le début de l'exercice 2004, la Banque n'établit plus son revenu d'intérêts net en équivalence fiscale (É.F.) pour l'ensemble de la Banque. En effet, l'É.F. est une mesure qui n'est pas utile à cette échelle. Cependant, pour ce qui est de l'information sectorielle, la Banque continue de présenter le revenu d'intérêts net en équivalence fiscale. Pour en savoir plus, lire le préambule du rapport de gestion des entreprises de TD à la page 9.

Autres revenus

Les autres revenus comme présentés se sont élevés à 1 118 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 24 millions de dollars par rapport au même trimestre du dernier exercice.

Les revenus tirés des assurances ont fait un bond de 56 millions de dollars en regard d'il y a un an, par suite de l'acquisition d'activités auprès du Groupe Liberté Mutuelle, de la croissance interne des volumes et de la diminution des réclamations. Cependant, le revenu sur cartes de crédit a reculé de 27 millions de dollars, en raison des rajustements liés aux programmes de récompenses des clients titulaires de cartes de crédit.

Les frais de gestion des fonds communs de placement ont grimpé de 9 millions de dollars en raison de la montée des actifs gérés découlant de la hausse des volumes de ventes. Les revenus tirés des services de courtage traditionnel et de certains autres services de valeurs mobilières ont augmenté de 15 millions de dollars en regard de la même période de l'exercice précédent par suite de l'accroissement des volumes d'affaires. Cependant, les revenus tirés du courtage autogéré ont baissé de 75 millions de dollars par rapport au même trimestre du dernier exercice en raison de la diminution des volumes de négociation. Les opérations moyennes par jour ont fléchi de 25 %, passant de 111 000 il y a un an à 83 000.

Le portefeuille de valeurs du compte de placement a réalisé des gains nets de 44 millions de dollars pour le trimestre contre 23 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Ce progrès émane principalement du raffermissement des marchés qui a accru les occasions de sortie pour les portefeuilles d'actions privées et publiques de la Banque. En ce qui a trait aux gains ou pertes sur les ventes d'instruments dérivés et de prêts dans le portefeuille de prêts secondaires, des gains de 19 millions de dollars ont été enregistrés pour le trimestre comparativement à des pertes de 19 millions de dollars il y a un an. Ce rétablissement découle de l'amélioration des conditions de crédit, laquelle a donné lieu à de meilleures évaluations par le marché des positions en instruments dérivés et des prêts vendus au cours du trimestre. Cependant, le revenu de négociation présenté dans les autres revenus a reculé de 53 millions de dollars par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, surtout en raison de la réduction du revenu de négociation des activités relatives aux actions. Le revenu lié aux activités de négociation (soit le total du revenu de négociation présenté dans les autres revenus et du revenu d'intérêts net sur les positions de négociation présenté dans le revenu d'intérêts net) a également diminué de 82 millions de dollars. Cette diminution s'explique essentiellement par la baisse des résultats des portefeuilles de crédit, de titres à taux d'intérêt et d'actions. La Banque a également constaté des pertes de 17 millions de dollars, déduction faite des coûts accumulés, au quatrième trimestre. Ces pertes découlent du fait que la Banque ne peut plus comptabiliser certains dérivés selon la comptabilité de couverture depuis l'adoption de la nouvelle note d'orientation sur les relations de couverture au début de l'exercice 2004.

En outre, le revenu de change lié aux activités autres que de négociation s'est amélioré par rapport au quatrième trimestre de 2003. En effet, il est passé d'une perte de 31 millions de dollars au quatrième trimestre de 2003 à un gain de 45 millions de dollars pour le trimestre. La perte d'il y a un an est attribuable aux mesures prises par la Banque pour couvrir un risque hors négociation en dollars américains non encore couvert ayant trait à notre entreprise Visa en dollars américains.

Frais autres que d'intérêts

Les frais avant l'amortissement des actifs incorporels pour le trimestre ont reculé de 23 millions de dollars en regard de la même période du dernier exercice pour s'établir à 1 762 millions de dollars. Cette récente diminution tient principalement à la baisse des indemnités de cessation d'emploi, au fléchissement de la charge de rémunération variable des Services bancaires en gros ainsi qu'à la montée des frais il y a un an découlant des imputations relatives à la radiation des systèmes, à la réduction des biens immobiliers et aux dispositions légales du portefeuille de prêts secondaires. Le recul a été contrebalancé en partie par des réserves pour litiges éventuels de 54 millions de dollars et par un accroissement des frais des Services bancaires personnels et commerciaux et de Gestion de patrimoine. Les frais des Services bancaires personnels et commerciaux ont augmenté en raison de l'acquisition d'activités du Groupe Liberté Mutuelle et de succursales de la Banque Laurentienne, de la hausse des volumes d'affaires d'assurance et de la modernisation des guichets automatiques de la Banque par la conclusion d'un accord d'externalisation. Les frais de Gestion de patrimoine ont grimpé surtout à cause de la hausse des commissions de suivi dans le secteur des fonds communs de placement, celle-ci étant le résultat de l'accroissement des actifs gérés, de la montée des commissions de vente attribuable à la croissance des activités, de l'investissement accru en technologie, de l'embauche de nouveau personnel de vente et de l'engagement de frais de marketing.

L'efficacité de la Banque avant l'amortissement des actifs incorporels s'est améliorée, atteignant 67,9 % pour le trimestre en regard de 72,2 % pour le même trimestre un an plus tôt. Les variations de la composition des affaires ont une incidence sur l'efficacité consolidée de la Banque. L'efficacité est considérée comme une mesure plus pertinente pour les Services bancaires personnels et commerciaux, dont l'efficacité avant l'amortissement des actifs incorporels s'est établie à 58,2 % ce trimestre, soit le même niveau qu'il y a un an. L'efficacité globale comme présentée de la Banque s'est améliorée, passant de 79,3 % pour le trimestre correspondant du dernier exercice à 73,4 %.

Impôts et taxes

Pour le quatrième trimestre, le taux d'imposition réel de la Banque comme présenté a été de 16,7 % par rapport à 12,1 % pour le même trimestre du dernier exercice. Le taux d'imposition réel de la Banque selon les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels s'est élevé à 19,6 % pour le trimestre contre 17,5 % il y a un an. La variation des taux d'imposition réels tient à un changement dans la composition des affaires de la Banque.

Bilan

Le total de l'actif atteignait 311 milliards de dollars à la fin du quatrième trimestre de 2004, soit 37 milliards de dollars de plus qu'au 31 octobre 2003. L'accroissement des positions en valeurs mobilières et en valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension a représenté respectivement 19 milliards de dollars et 4 milliards de dollars de l'augmentation. De plus, comparativement à il y a un an, les prêts personnels, y compris les titrisations, ont progressé de 7 milliards de dollars pour atteindre 56 milliards de dollars par suite de la croissance des prêts immobiliers garantis. À la fin de l'exercice, les prêts hypothécaires résidentiels, y compris les titrisations, avaient augmenté de 1 milliard de dollars pour s'établir à 64 milliards de dollars en regard de la fin du dernier exercice. Les actifs titrisés montés par la Banque ne figurant pas au bilan atteignaient 20 milliards de dollars contre 19 milliards de dollars il y a un an.

Les dépôts de gros ont grimpé de 14 milliards de dollars et les valeurs mobilières vendues à découvert ou en vertu de conventions de rachat ont progressé de 4 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2003. Les dépôts personnels sans terme ont fait un bond de 6 milliards de dollars, tandis que les dépôts personnels à terme sont demeurés environ au même niveau.

La Banque conclut également des opérations structurées pour le compte de clients, qui donnent lieu à la comptabilisation au bilan consolidé d'actifs pour lesquels le risque de marché a été transféré à des tiers au moyen de swaps sur le rendement total. Au 31 octobre 2004, les actifs visés par ces arrangements atteignaient 14 milliards de dollars, contre 13 milliards de dollars à la fin de l'exercice précédent. La Banque assume également un risque de marché pour certains actifs par l'entremise de swaps sur le rendement total, et ce, sans acheter directement les instruments de liquidités. Les actifs visés par ces arrangements s'élevaient à 5 milliards de dollars au 31 octobre 2004 contre 6 milliards de dollars au 31 octobre 2003. Le risque de marché pour toutes ces positions est suivi et surveillé, et le capital réglementaire au titre du risque de marché est maintenu.

Gestion des risques

Risque de crédit et provision pour (annulation de) pertes sur créances

Au cours du quatrième trimestre de 2004, la Banque a annulé 73 millions de dollars de pertes sur créances par rapport à 83 millions de dollars pour la même période du dernier exercice. La Banque a annulé 155 millions de dollars des provisions sectorielles au cours du trimestre, ce qui a donné lieu à un solde de clôture nul. Les conditions du secteur du crédit n'ont cessé de s'améliorer par rapport à l'époque où la Banque avait constitué ces provisions sectorielles. Étant donné ces conditions et la baisse de son exposition, la Banque a maintenant un portefeuille qui lui a permis d'établir les provisions spécifiques dont elle a besoin, et il ne lui est plus nécessaire de constituer de provisions sectorielles. L'annulation des pertes sur créances au cours du trimestre a été en partie contrebalancée par les provisions pour pertes sur créances constituées dans le cours normal des affaires.

Risque de taux d'intérêt

La Banque gère le risque de taux d'intérêt relatif au portefeuille des activités autres que de négociation de sorte à obtenir des revenus stables et prévisibles au fil du temps. À cette fin, la Banque a adopté une méthode de couverture ordonnée pour gérer la rentabilité de ses positions d'actifs et de passifs, qui comporte un profil modélisé d'échéances pour les actifs, les passifs et l'avoir qui ne sont pas sensibles aux taux d'intérêt. Les principaux aspects de cette méthode sont les suivants :

- contrer l'incidence du risque de taux d'intérêt sur le revenu d'intérêts net et la valeur économique des Services bancaires personnels et commerciaux;
- mesurer la contribution de chaque produit compte tenu d'un rajustement en fonction du risque et d'une couverture intégrale, y compris l'incidence des options financières accordées aux clients.

Pour gérer le risque de taux d'intérêt, la Banque utilise des instruments financiers dérivés, des instruments de gros et d'autres solutions du marché financier, ainsi que des stratégies de fixation de prix, mais dans une moindre mesure. Au 31 octobre 2004, une baisse immédiate et maintenue de 100 points de base des taux aurait réduit de 124 millions de dollars après impôts et taxes la valeur économique de l'avoir des actionnaires.

Risque d'illiquidité

La Banque a assez de liquidités pour financer ses obligations au fur et à mesure qu'elles viennent à échéance dans le cours normal des affaires et compte tenu de différents scénarios de contraintes, y compris un scénario de base définissant le montant minimal requis devant être détenu en tout temps. La position d'actifs liquides excédentaires comprend le total des actifs liquides moins les financements de gros venant à échéance de la Banque, les retraits possibles de dépôts non en gros et les engagements éventuels venant à échéance dans 90 jours. Au 31 octobre 2004, la position d'actifs liquides excédentaires consolidée de la Banque jusqu'à 90 jours s'établissait à 18,8 milliards de dollars, comparativement à 8,7 milliards de dollars au 31 octobre 2003. La Banque s'assure d'avoir suffisamment de fonds disponibles pour respecter ses obligations en gérant ses flux de trésorerie et en détenant des actifs très liquides qui peuvent être facilement convertis en espèces. La Banque gère les liquidités à l'échelle globale, ce qui assure une gestion prudente du risque d'illiquidité dans toutes ses activités. Outre une grande réserve de dépôts stables de détail et commerciaux, la Banque a un programme actif de financement de gros, qui comprend la titrisation d'actifs. Ce financement est très diversifié quant à la provenance, au type, à la monnaie et à l'emplacement géographique.

Risque de marché

La Banque gère le risque de marché dans ses comptes de négociation en utilisant plusieurs contrôles clés. La politique relative au risque de marché de la Banque fixe des limites précises pour chaque activité de négociation, y compris la valeur à risque (VàR), les scénarios de contraintes, les limites d'ordre stop, et les limites de sensibilité des profits et pertes à divers facteurs du marché. Les contrôles de politique sont accrus par une surveillance active effectuée par le personnel autonome responsable du risque de marché et par la soumission de fréquents rapports à la direction. La VàR est un seuil de perte statistique qui ne doit pas être dépassé en moyenne plus d'une fois par

100 jours. Elle sert aussi à calculer le capital réglementaire aux fins du risque de marché. Le tableau ci-après présente l'utilisation de la VàR moyenne et de fin de trimestre pour les trois mois et les douze mois terminés le 31 octobre 2004 ainsi que les moyennes de l'exercice 2003. La Banque revérifie sa VàR en la comparant au revenu de négociation net quotidien. Pour les trois mois et les douze mois terminés le 31 octobre 2004 respectivement, le revenu de négociation net quotidien a été positif pour 84,6 % et 89,3 % des jours de négociation. Les pertes n'ont jamais dépassé la VàR statistiquement prévue pour le total des activités de négociation de la Banque.

Utilisation de la valeur à risque – Services bancaires en gros

	<i>Pour les trois</i>	<i>Pour les trois</i>	<i>Pour les douze</i>	<i>Pour les douze</i>
	<i>mois terminés le</i>	<i>mois terminés le</i>	<i>mois terminés le</i>	<i>mois terminés le</i>
(en millions de dollars canadiens)	31 octobre 2004	31 octobre 2004	31 octobre 2004	31 octobre 2003
	À cette date	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	(8,0) \$	(8,7) \$	(9,1) \$	(17,0) \$
Risque sur actions	(4,2)	(3,9)	(5,3)	(6,8)
Risque de change	(2,6)	(2,4)	(2,6)	(2,9)
Risque sur marchandises	(0,8)	(0,6)	(0,8)	(0,9)
Effet de diversification	7,8	7,4	6,9	10,2
Valeur à risque du marché global	(7,8) \$	(8,2) \$	(10,9) \$	(17,4) \$

Capital

Au 31 octobre 2004, le ratio du capital de catégorie 1 de la Banque était de 12,6 % contre 10,5 % au 31 octobre 2003. Les actifs pondérés en fonction des risques ont diminué de 8 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2003, principalement du fait des réductions des actifs pondérés en fonction des risques en ce qui a trait au risque de marché. Au 1^{er} février 2004, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada a approuvé, pour le calcul du capital réglementaire, la mise en œuvre progressive du modèle de VàR axée sur le risque de taux d'intérêt de la Banque. Ce modèle remplace l'approche de modèle normalisé de la Banque des règlements internationaux.

La VàR axée sur le risque de taux d'intérêt est une mesure du risque de perte pouvant découler des positions de négociation par suite d'une modification de la notation de crédit ou d'un défaut de crédit. Le capital de catégorie 1 a été majoré de 1 milliard de dollars par rapport à son niveau au 31 octobre 2003, y compris une hausse de 174 millions de dollars provenant du régime de réinvestissement des dividendes. Les importants capitaux générés à l'interne ont plus que contrebalancé le rachat de 350 millions de dollars d'actions ordinaires au cours de la période de douze mois et le rachat et l'annulation de 225 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de catégorie A en circulation, série H.

RAPPORT DE GESTION DES ENTREPRISES DE TD

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, l'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour des entreprises suivantes : Services bancaires personnels et commerciaux, Services bancaires en gros et Gestion de patrimoine. Les résultats de chaque entreprise reflètent les revenus, les frais, les actifs et les passifs des activités de l'entreprise. La Banque mesure et évalue le rendement de chaque entreprise en fonction des résultats avant l'amortissement des actifs incorporels et elle indique, le cas échéant, que les mesures sont présentées avant l'amortissement des actifs incorporels. Par exemple, l'amortissement des actifs incorporels n'a pas d'incidence sur les revenus, mais il en a sur les frais. Cette mesure n'a de pertinence que pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux et Gestion de patrimoine étant donné qu'aucuns actifs incorporels ne sont attribués aux secteurs Services bancaires en gros et Siège social. Pour en savoir davantage, consultez la section «Présentation de l'information financière de la Banque» du Rapport de gestion de la Banque en page 3. Pour obtenir des renseignements sur les mesures retenues par la Banque en matière de profit économique et de rendement du capital investi, lisez la page 4 du Rapport de gestion.

Le revenu d'intérêts net, surtout dégagé par les Services bancaires en gros, est établi en équivalence fiscale (É.F.), ce qui signifie que la valeur du revenu non imposable ou exonéré d'impôts et de taxes comme les dividendes est rajustée à sa valeur avant impôts et taxes. L'É.F. permet à la Banque de mesurer de façon uniforme le revenu tiré de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts, et d'effectuer une comparaison plus pertinente du revenu d'intérêts net par rapport à celui d'autres sociétés semblables.

Services bancaires personnels et commerciaux

Les Services bancaires personnels et commerciaux ont enregistré, pour un huitième trimestre de suite, une croissance à deux chiffres de leurs résultats. Une forte croissance des revenus ainsi qu'une diminution marquée de la provision pour pertes sur créances ont contrebalancé la hausse des frais. Au quatrième trimestre, le revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels s'est établi à 390 millions de dollars, en hausse de 63 millions de dollars ou 19 % en regard d'il y a un an. Le rendement du capital investi a progressé, passant de 19 % au même trimestre du dernier exercice à 21 % ce trimestre, et le profit économique a monté de 53 millions de dollars ou 32 % par rapport à il y a un an.

Les revenus ont grimpé de 124 millions de dollars ou 8 % par rapport au même trimestre de 2003. L'acquisition d'activités d'assurance auprès du Groupe Liberté Mutuelle et celle de succursales de la Banque Laurentienne ont contribué 50 millions de dollars à la croissance des revenus. Les principaux facteurs ayant induit la croissance interne des revenus sont les solides volumes d'assurances, de dépôts de base, de prêts immobiliers garantis, de dépôts de petites entreprises et de ventes de fonds communs de placement par l'entremise des succursales ainsi que l'amélioration des taux de réclamations d'assurance. Ces facteurs de croissance ont été contrebalancés en partie par le repli des marges et par les rajustements liés aux programmes de récompenses des clients titulaires de cartes de crédit.

Comparativement au même trimestre de l'exercice précédent (avant l'incidence de l'acquisition de succursales de la Banque Laurentienne), le volume des prêts immobiliers garantis (y compris les titrisations) a grimpé de 10 milliards de dollars ou 10 %, le volume attribuable aux cartes de crédit a augmenté de 200 millions de dollars ou 6 %, et le volume des dépôts personnels a monté de 3 milliards de dollars ou 4 %. Les dépôts des entreprises ont avancé de 3 milliards de dollars ou 11 %, et les primes brutes d'assurance souscrites ont crû de 49 millions de dollars ou 14 % (avant l'incidence de l'acquisition d'activités auprès du Groupe Liberté Mutuelle). Les prêts personnels ont baissé de 300 millions de dollars ou 2 %, alors que les prêts aux entreprises et les acceptations ont diminué de 550 millions de dollars ou 3 %. L'acquisition de succursales de la Banque Laurentienne a entraîné une augmentation du volume des prêts et du volume des dépôts de 2 milliards de dollars chacun. En août 2004, la part de marché des services bancaires personnels (prêts, dépôts et fonds communs de placement) était de 21,0 %, en perte de 0,06 % en regard du quatrième trimestre de 2003. Sans l'acquisition des succursales, la part de marché aurait régressé de 0,37 %. La satisfaction des clients, comme mesurée par l'indice de satisfaction de la clientèle des succursales de détail, a atteint 86,9 %, soit une amélioration de 0,2 % par rapport au trimestre précédent et de 1,2 % par rapport à il y a un an.

Les marges sur les actifs productifs moyens ont glissé de 3,18 % il y a un an à 3,05 %, en raison à la fois de la concurrence sur le plan des prix, du volume accru des prêts immobiliers garantis à marge moins élevée et de l'incidence qu'ont eu les faibles taux d'intérêt sur les marges sur les dépôts. Les marges ont progressé de 0,02 % par rapport au trimestre précédent du fait de l'amélioration des marges sur les dépôts et de la baisse des coûts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre a diminué de 40 millions de dollars ou 31 % en regard de celle du trimestre comparable de 2003. Pour le trimestre achevé, la provision pour pertes sur les prêts commerciaux et les prêts aux petites entreprises a été de seulement 7 millions de dollars, soit 22 millions de dollars de moins que pour le même trimestre de 2003. La provision pour pertes sur les prêts personnels a été de 81 millions de dollars, soit 18 millions de dollars de moins que pour le dernier trimestre de 2003, par suite de l'amélioration des taux de délinquance. La provision pour pertes sur créances annualisée en pourcentage du volume de prêts reste à un creux cyclique, soit 0,25 % contre 0,39 % pour la même période du dernier exercice.

Les frais avant l'amortissement des actifs incorporels ont augmenté de 71 millions de dollars ou 8 % comparativement à il y a un an. Les acquisitions d'activités d'assurance et de succursales ont représenté 35 millions de dollars ou la moitié de l'augmentation. Les volumes d'affaires plus élevés des activités d'assurance et la modernisation des guichets automatiques de la Banque par l'intermédiaire d'un arrangement d'externalisation ont aussi contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont toutefois été contrebalancés par la hausse des indemnités de cessation d'emploi et les frais de fermeture des succursales dans les magasins Wal-Mart au dernier exercice. Au cours du trimestre, l'intégration des succursales acquises de la Banque Laurentienne, qui a été achevée en juillet, a permis de réaliser des synergies sur le plan des frais. La croissance des activités d'assurance, y compris l'acquisition auprès du Groupe Liberté Mutuelle, a amené 948 postes équivalents temps plein de plus que l'an dernier. Pour ce qui est de l'effectif de base, il compte 241 postes équivalents temps plein de moins qu'un an plus tôt. L'efficacité a été de 58,2 % ce trimestre, comme au même trimestre de 2003.

Les perspectives annoncent un léger ralentissement de la croissance des revenus, sous les 8 % atteints ce trimestre, malgré des marges de taux d'intérêt nettes qui devraient rester stables à court terme selon une hypothèse de tendance à la hausse des taux d'intérêt à court terme. La croissance des frais devrait aussi modérer. Les pertes sur créances se trouvent à des creux cycliques, et il ne devrait pas y avoir d'autre amélioration sur ce plan. Après avoir propulsé leurs revenus de 19 % ce trimestre, la croissance peu probable cependant pour l'avenir, les Services bancaires personnels et commerciaux visent à maintenir à deux chiffres la croissance de leurs revenus.

Services bancaires en gros

Au quatrième trimestre, le revenu net s'est dégagé à 126 millions de dollars, sans variation par rapport au même trimestre du dernier exercice. Le rendement du capital investi a été de 21 % pour le trimestre en regard de 19 % pour le quatrième trimestre de 2003. Le profit économique du trimestre s'est élevé à 46 millions de dollars contre 39 millions de dollars un an plus tôt.

Les revenus des Services bancaires en gros proviennent surtout des marchés financiers, des activités d'investissement et des prêts aux grandes entreprises. Pour le trimestre, ils se sont établis à 468 millions de dollars par rapport à 501 millions de dollars pour la période correspondante du dernier exercice. Les revenus tirés des marchés financiers, qui comprennent les services de consultation, de prise ferme, de négociation, de facilitation et d'exécution, ont baissé par rapport à il y a un an, par suite d'un recul des revenus tirés par les Services bancaires en gros des activités de négociation de titres d'emprunt et de participation. Les revenus tirés des portefeuilles de placements en actions ce trimestre sont assez comparables à ceux obtenus pour le même trimestre il y a un an. Les frais liés aux revenus tirés des prêts ont légèrement baissé étant donné la rationalisation du portefeuille de crédit.

Pour le trimestre, les provisions pour pertes sur créances se sont élevées à 12 millions de dollars, en hausse de 4 millions de dollars en regard de 8 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2003. Les provisions pour pertes sur créances des Services bancaires en gros ont été modifiées au premier trimestre de 2004 et reclassées de manière rétroactive afin d'inclure le coût de la protection de crédit engagé pour la couverture du portefeuille de prêts. La provision pour pertes sur créances de 12 millions de dollars est affectée uniquement au coût de la protection de crédit. La qualité du crédit du portefeuille demeure élevée, car les Services bancaires en gros n'ont subi aucune perte sur créances dans le portefeuille de prêts principaux depuis le quatrième trimestre de 2002.

Les Services bancaires en gros détiennent une protection à l'égard de swaps de défauts de crédit d'un montant nominal de 4,5 milliards de dollars, soit une baisse de 0,5 milliard de dollars depuis la fin du dernier trimestre. Cette baisse est principalement attribuable à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Les Services bancaires en gros continuent de gérer de façon proactive leur risque de crédit et ont réussi à améliorer considérablement leur profil de risque. Le coût de la protection de crédit inclus dans ce secteur représente le coût accumulé au titre de cette protection. La variation de la valeur marchande de cette protection, en sus du coût accumulé, est présentée dans le secteur Siège social.

Les actifs pondérés en fonction des risques des Services bancaires en gros se sont élevés à 30 milliards de dollars pour le trimestre, soit 2 milliards de dollars de moins que pour le dernier trimestre et 10 milliards de dollars de moins qu'il y a un an. La diminution par rapport à il y a un an tient à l'atténuation des risques de marché et de crédit. La baisse des actifs pondérés en fonction des risques en ce qui a trait au risque de marché découle de la mise en œuvre du nouveau modèle de valeur à risque (VaR) axée sur le risque de taux d'intérêt pour les activités de négociation, tandis que la baisse en ce qui a trait au risque de crédit est surtout attribuable à la réduction de la taille du portefeuille de prêts.

Les frais ont atteint 261 millions de dollars, 62 millions de dollars de moins que les frais de 323 millions de dollars pour la même période du dernier exercice. Cette réduction est la conséquence surtout de la diminution de la rémunération variable découlant du recul des rendements sur les marchés financiers et de la baisse des indemnités de cessation d'emploi.

Les Services bancaires en gros ont connu un trimestre solide, contribuant aux excellents résultats de l'exercice. En 2005, les Services bancaires en gros continueront de renforcer les relations avec la clientèle, d'élargir leur offre de produits et de services et de viser l'excellence opérationnelle. Tout porte à croire qu'ils obtiendront un fort rendement du capital investi en 2005 et qu'ils contribueront aussi de façon marquée au profit économique de la Banque.

Gestion de patrimoine

Pour le quatrième trimestre de 2004, le revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels de Gestion de patrimoine s'est établi à 67 millions de dollars, en baisse de 37 millions de dollars en regard du même trimestre du dernier exercice. Le rendement du capital investi a fléchi de 5 % par rapport à il y a un an pour atteindre 9 %. La perte économique pour le trimestre s'est élevée à 18 millions de dollars, soit une baisse de 34 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2003.

Le total des revenus a fléchi de 30 millions de dollars comparativement au total pour la même période du dernier exercice pour s'établir à 603 millions de dollars. Le fléchissement s'explique par un repli de 25 % du nombre d'opérations de Courtage à escompte par jour qui se sont établies à 83 000 et par l'incidence négative sur les revenus en dollars américains de l'appréciation du dollar canadien. Ces baisses ont été annulées en partie par la montée des revenus d'intérêt résultant d'une augmentation des prêts sur marge de Courtage à escompte, la hausse des frais de gestion de Fonds Mutuels attribuable à la croissance de 12 % des actifs gérés de Fonds Mutuels, et la progression du côté de Conseils de placement et de Planification financière étant donné une nouvelle croissance des actifs administrés.

Pour le quatrième trimestre, les frais avant l'amortissement des actifs incorporels ont été de 502 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 29 millions de dollars en regard du même trimestre de 2003.

L'augmentation tient aux paiements plus élevés de commissions de suivi aux vendeurs de Fonds Mutuels TD. Conséquence de la croissance des revenus de Conseils de placement et de Planification financière, les actifs gérés et la rémunération de l'effectif de ces entreprises se sont accrus. Les frais ont eux aussi été influencés par un investissement plus élevé dans la technologie, par l'embauche de nouveau personnel de vente et par les frais de marketing.

Les actifs gérés, qui atteignaient 124 milliards de dollars au 31 octobre 2004, ont fait un bond de 11 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2003 en raison des ventes élevées de fonds communs de placement et de la croissance des actifs institutionnels. Les actifs administrés totalisaient 279 milliards de dollars à la fin du quatrième trimestre, soit 20 milliards de plus qu'au 31 octobre 2003, étant donné l'ajout de nouveaux actifs pour Courtage à escompte, Conseils de placement et Planification financière.

La Banque estime que Gestion de patrimoine est bien placée en 2005 pour continuer de faire croître ses actifs gérés et ses actifs administrés étant donné les investissements de 2004 dans les entreprises de conseils et de gestion d'actifs.

Siège social

Au cours du trimestre, le secteur Siège social dégagé un revenu net comme présenté de 121 millions de dollars. Les résultats comprennent les revenus liés à l'annulation de 155 millions de dollars (101 millions de dollars après impôts et taxes) de provisions globales sectorielles et des revenus additionnels de 34 millions de dollars (23 millions de dollars après impôts et taxes) liés au portefeuille de prêts secondaires. En outre, le secteur Siège social a enregistré des intérêts sur des remboursements d'impôts sur les bénéfices de 28 millions de dollars (18 millions de dollars après impôts et taxes). Ces résultats ont été en partie contrebalancés par des réserves pour litiges éventuels de 54 millions de dollars (37 millions de dollars après impôts et taxes). Plusieurs actions sont en cours et, étant donné le contexte judiciaire, la Banque a accumulé les montants les plus probables à passer en charges, y compris les honoraires des avocats chargés de défendre la position de la Banque. Le secteur Siège social a aussi enregistré une perte de 17 millions de dollars (11 millions de dollars après impôts et taxes) relativement à l'incidence de la note d'orientation concernant les relations de couverture et au titre des coûts liés aux activités de trésorerie et des revenus, frais et impôts et taxes nets non répartis.

Résultats par secteur d'activité

La Banque mène ses activités par l'entremise des entreprises suivantes : Services bancaires personnels et commerciaux, Services bancaires en

gros et Gestion de patrimoine. Les résultats de ces secteurs pour les trois mois et douze mois les 31 octobre 2004 et 2003 sont présentés dans les tableaux suivants.

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires personnels et commerciaux		Services bancaires en gros ^{1,2}		Gestion de patrimoine		Siège social ^{1,2}		Total	
	31 octobre 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
<i>Pour les trois mois terminés les</i>										
Revenu d'intérêts net	1 100 \$	1 024 \$	353 \$	351 \$	134 \$	117 \$	(112) \$	(113) \$	1 475 \$	1 379 \$
Provision pour (annulation de) pertes sur créances	88	128	12	8	–	–	(173)	(219)	(73)	(83)
Autres revenus	523	475	115	150	469	516	11	(47)	1 118	1 094
Frais autres que d'intérêts avant amortissement des actifs incorporels	944	873	261	323	502	473	55	116	1 762	1 785
Revenu avant provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	591	498	195	170	101	160	17	(57)	904	771
Provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices	201	171	69	44	34	56	(127)	(136)	177	135
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales	–	–	–	–	–	–	23	23	23	23
Revenu net avant amortissement des actifs incorporels	390 \$	327 \$	126 \$	126 \$	67 \$	104 \$	121 \$	56 \$	704 \$	613 \$
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices									92	112
Revenu net comme présenté									612 \$	501 \$
Total de l'actif (<i>en milliards de dollars canadiens</i>)										
– bilan	123,2 \$	115,7 \$	148,1 \$	123,4 \$	24,9 \$	21,1 \$	14,8 \$	13,3 \$	311,0 \$	273,5 \$
– titrisé	29,9	26,8	–	0,1	–	–	(9,7)	(8,1)	20,2	18,8

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires personnels et commerciaux		Services bancaires en gros ^{1,2}		Gestion de patrimoine		Siège social ^{1,2}		Total	
	31 octobre 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
<i>Pour les douze mois terminés les</i>										
Revenu d'intérêts net	4 191 \$	4 086 \$	1 600 \$	1 355 \$	508 \$	431 \$	(356) \$	(256) \$	5 943 \$	5 616 \$
Provision pour (annulation de) pertes sur créances	373	460	41	15	–	–	(800)	(289)	(386)	186
Autres revenus	2 066	1 803	615	701	2 098	1 873	104	47	4 883	4 424
Frais autres que d'intérêts avant amortissement des actifs incorporels	3 650	3 463	1 289	1 689	2 047	2 234	395	206	7 381	7 592
Revenu (perte) avant provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	2 234	1 966	885	352	559	70	153	(126)	3 831	2 262
Provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices	747	689	278	92	191	145	(264)	(323)	952	603
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales	–	–	–	–	–	–	92	92	92	92
Revenu net (perte nette) avant amortissement des actifs incorporels	1 487 \$	1 277 \$	607 \$	260 \$	368 \$	(75) \$	325 \$	105 \$	2 787 \$	1 567 \$
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices									477	491
Revenu net comme présenté									2 310 \$	1 076 \$

¹ Les résultats des secteurs Services bancaires en gros et Siège social ont été retraités afin de tenir compte du transfert au secteur Siège social du portefeuille de prêts secondaires.

² Le rajustement selon l'équivalence fiscale est présenté dans les résultats du secteur Services bancaires en gros et éliminé du secteur Siège social.

BILANS CONSOLIDÉS (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	<i>Aux</i>	
	31 octobre 2004	31 octobre 2003
Actif		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques	1 404 \$	1 468 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 634	6 251
	9 038	7 719
Valeurs mobilières		
Compte de placement	31 387	24 775
Compte de négociation	66 893	54 890
	98 280	79 665
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension		
	21 888	17 475
Prêts		
Prêts hypothécaires résidentiels	51 420	52 566
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	48 857	41 065
Cartes de crédit	2 566	2 120
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	22 264	24 319
	125 107	120 070
Provision globale pour pertes sur créances	(1 183)	(2 012)
Prêts (déduction faite de la provision globale pour pertes sur créances)	123 924	118 058
Divers		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	5 507	6 645
Réévaluation des instruments dérivés de négociation à la valeur du marché	33 697	28 451
Écart d'acquisition	2 225	2 263
Actifs incorporels	2 144	2 737
Terrains, constructions, matériel et mobilier	1 330	1 417
Autres actifs	12 994	9 102
	57 897	50 615
Total de l'actif	311 027 \$	273 532 \$
Passif		
Dépôts		
Particuliers	111 360 \$	105 996 \$
Banques	11 459	11 958
Entreprises et gouvernements	84 074	64 926
	206 893	182 880
Divers		
Acceptations	5 507	6 645
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	17 671	15 346
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	9 846	7 845
Réévaluation des instruments dérivés de négociation à la valeur du marché	33 873	28 000
Autres passifs	16 365	12 568
	83 262	70 404
Effets et débiteures subordonnés	5 644	5 887
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 250	1 250
Avoir des actionnaires		
Capital social		
Actions privilégiées	1 310	1 535
Actions ordinaires (655,9 millions d'actions et 656,3 millions d'actions émises et en circulation respectivement au quatrième trimestre de 2004 et au quatrième trimestre de 2003)	3 373	3 179
Surplus d'apport	20	9
Gain (perte) de change	(265)	(130)
Bénéfices non répartis	9 540	8 518
	13 978	13 111
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	311 027 \$	273 532 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de la période en cours.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	<i>Trois mois terminés les</i>		<i>Douze mois terminés les</i>	
	31 octobre 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
Revenu d'intérêts				
Prêts	1 767 \$	1 749 \$	6 958 \$	7 542 \$
Valeurs mobilières				
Dividendes	230	182	859	721
Intérêts	649	657	2 798	2 727
Dépôts à des banques	156	71	517	212
	2 802	2 659	11 132	11 202
Frais d'intérêts				
Dépôts	1 009	962	3 853	4 202
Effets et débentures subordonnés	78	94	312	259
Autres obligations	240	224	1 024	1 125
	1 327	1 280	5 189	5 586
Revenu d'intérêts net	1 475	1 379	5 943	5 616
Provision pour (annulation de) pertes sur créances	(73)	(83)	(386)	186
Revenu d'intérêts net après provision pour (annulation de) pertes sur créances	1 548	1 462	6 329	5 430
Autres revenus				
Revenus sur services de placement et de valeurs mobilières	511	567	2 296	2 132
Commissions sur crédit	80	84	343	415
Gains nets sur valeurs du compte de placement	44	23	192	23
Revenu (perte) de négociation	(75)	(22)	(153)	104
Frais de service	170	165	673	641
Titrisations de prêts	82	89	390	250
Revenu sur cartes	20	47	172	252
Assurances, déduction faite des règlements	175	119	593	420
Honoraires de fiducie	18	15	78	70
Réduction de valeur des placements dans des coentreprises	—	—	—	(39)
Divers	93	7	299	156
	1 118	1 094	4 883	4 424
Revenu d'intérêts net et autres revenus	2 666	2 556	11 212	9 854
Frais autres que d'intérêts				
Salaires et avantages sociaux	909	941	3 780	3 758
Frais d'occupation des locaux, amortissement compris	157	173	612	656
Frais de matériel et mobilier, amortissement compris	161	177	562	650
Dépréciation des écarts d'acquisition	—	—	—	624
Amortissement des actifs incorporels	142	175	626	772
Coûts de restructuration (contrepassation)	—	—	(7)	92
Marketing et développement des affaires	88	78	384	348
Frais de courtage	49	57	228	229
Honoraires professionnels et services de conseils	144	123	446	372
Communications	53	52	207	208
Divers	201	184	1 169	655
	1 904	1 960	8 007	8 364
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices	762	596	3 205	1 490
Provision pour impôts sur les bénéfices	127	72	803	322
Revenu avant part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	635	524	2 402	1 168
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales	23	23	92	92
Revenu net	612	501	2 310	1 076
Dividendes sur actions privilégiées	17	21	78	87
Revenu net applicable aux actions ordinaires	595 \$	480 \$	2 232 \$	989 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions)				
De base	653,5	653,8	654,5	649,8
Dilué	658,2	658,3	659,4	653,9
Revenu par action ordinaire				
De base	0,91 \$	0,74 \$	3,41 \$	1,52 \$
Dilué	0,90	0,73	3,39	1,51

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de la période en cours.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES MODIFICATIONS SURVENUES DANS L'AVOIR DES ACTIONNAIRES (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	<i>Douze mois terminés les</i>	
	31 octobre 2004	31 octobre 2003
Actions privilégiées		
Solde au début de la période	1 535 \$	1 485 \$
Produit tiré des émissions d'actions	-	550
Gain (perte) de change sur les actions émises en une monnaie étrangère	-	(23)
Rachats d'actions	(225)	(477)
Solde à la fin de la période	1 310	1 535
Actions ordinaires		
Solde au début de la période	3 179	2 846
Produit tiré des actions émises à l'exercice d'options	99	47
Produit tiré des actions émises par suite du régime de réinvestissement des dividendes	174	286
Incidence des actions (acquises) vendues par les Services bancaires en gros	(41)	-
Rachat d'actions ordinaires	(38)	-
Solde à la fin de la période	3 373	3 179
Surplus d'apport		
Solde au début de la période	9	-
Charge au titre des options sur actions	11	9
Solde à la fin de la période	20	9
Gain ou perte de change		
Solde au début de la période	(130)	418
Gains (pertes) de change découlant de placements dans des filiales et autres éléments	(739)	(1 595)
Gains (pertes) de change découlant des activités de couverture	1 004	1 528
(Provision pour) économie d'impôts sur les bénéfices	(400)	(481)
Solde à la fin de la période	(265)	(130)
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	8 518	8 292
Revenu net	2 310	1 076
Dividendes sur actions privilégiées	(78)	(87)
Dividendes sur actions ordinaires	(890)	(754)
Cessation du plan de rémunération à base d'actions	(24)	-
Primes versées au rachat d'actions ordinaires	(312)	-
Divers	16	(9)
Solde à la fin de la période	9 540	8 518
Total de l'avoir en actions ordinaires	12 668	11 576
Total de l'avoir des actionnaires	13 978 \$	13 111 \$

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	<i>Trois mois terminés les</i>		<i>Douze mois terminés les</i>	
	31 octobre 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	612 \$	501 \$	2 310 \$	1 076 \$
Rajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation				
Provision pour (annulation de) pertes sur créances	(73)	(83)	(386)	186
Amortissement	83	91	294	318
Dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	–	624
Amortissement des actifs incorporels	142	175	626	772
Coûts de restructuration (contrepassation)	–	–	(7)	98
Charge au titre des options sur actions	3	2	11	9
Réduction de valeur des placements dans des coentreprises	–	–	–	39
Gains nets sur valeurs du compte de placement	(44)	(23)	(192)	(23)
Variations des actifs et passifs d'exploitation				
Impôts sur les bénéficiaires futurs	276	81	128	(74)
Impôts sur les bénéfices exigibles de l'exercice	231	66	(440)	669
Intérêts à recevoir et à payer	11	18	(141)	145
Valeurs du compte de négociation	809	10 110	(12 003)	(1 495)
Gains non réalisés et montants à recevoir sur les contrats de dérivés	(7 534)	(684)	(5 246)	(2 712)
Pertes non matérialisées et montants à payer sur les contrats de dérivés	7 317	591	5 873	2 046
Divers	(423)	(238)	243	3 475
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 410	10 607	(8 930)	5 153
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Dépôts	(4 611)	(15 748)	24 013	(6 310)
Valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	(1 088)	(5 975)	2 001	(810)
Valeurs mobilières vendues à découvert	(1 742)	(4 337)	2 325	(1 712)
Émission d'effets et de débentures subordonnés	3	999	3	1 904
Remboursement d'effets et de débentures subordonnés	(1)	(208)	(158)	(218)
Effets et débentures subordonnés (acquis) vendus par les Services bancaires en gros	40	–	(26)	–
Gain (perte) de change sur les effets et débentures subordonnés émis dans une monnaie étrangère	(69)	(47)	(62)	(142)
Actions ordinaires émises à l'exercice d'options	17	19	99	47
Actions ordinaires émises par suite du régime de réinvestissement des dividendes	78	82	174	286
Actions ordinaires (acquises) vendues par les Services bancaires en gros	33	–	(41)	–
Rachat d'actions ordinaires	–	–	(350)	–
Actions privilégiées (acquises) vendues par les Services bancaires en gros	1	–	–	–
Émission d'actions privilégiées	–	–	–	550
Rachat d'actions privilégiées	–	–	(225)	(477)
Dividendes versés sur – actions privilégiées	(17)	(21)	(78)	(87)
– actions ordinaires	(235)	(209)	(890)	(754)
Divers	–	(23)	–	(23)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(7 591)	(25 468)	26 785	(7 746)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	766	14	(1 383)	(1 615)
Variation des valeurs du compte de placement				
Achats	(3 963)	(6 613)	(30 877)	(25 199)
Produit tiré des échéances	1 768	3 792	4 688	9 110
Produit tiré des ventes	4 505	6 428	19 769	20 139
Variation des activités de crédit				
Montage et acquisitions	(13 755)	(24 813)	(77 827)	(143 064)
Produit tiré des échéances	10 756	24 770	63 457	138 126
Produit tiré des ventes	280	895	3 326	1 694
Produit tiré des titrisations de prêts	2 090	1 251	5 564	7 627
Terrains, constructions, matériel et mobilier	(192)	(65)	(207)	(101)
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	3 513	9 168	(4 413)	(4 415)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	5 768	14 827	(17 903)	2 302
Incidence des variations du taux de change sur les espèces et quasi-espèces	(19)	(46)	(16)	(143)
Variations nettes des espèces et quasi-espèces	(432)	(80)	(64)	(434)
Espèces et quasi-espèces au début de la période	1 836	1 548	1 468	1 902
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période représentées par l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques	1 404 \$	1 468 \$	1 404 \$	1 468 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie				
Montant des intérêts payés au cours de la période	1 264 \$	1 392 \$	5 298 \$	5 861 \$
Montant des impôts sur les bénéfices payés au cours de la période	25	101	1 509	306
Dividendes par action ordinaire	0,36 \$	0,32 \$	1,36 \$	1,16 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de la période en cours.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS

Services aux actionnaires

Appeler le Service de relations avec les actionnaires au 416 944-6367 ou sans frais au 1 866 756-8936 ou par courriel : tdshinfo@td.com. On peut aussi joindre les Services aux actionnaires sans frais au Canada ou aux États-Unis : 1 800 4NEWS-TD (1 800 463-9783). À Toronto, composer : 416 982-NEWS [416 982-6397].

Internet – site Web : www.td.com

Internet – courrier électronique : customer.service@td.com

Renseignements généraux

Communiquer avec les Affaires internes et publiques au 416 982-8578

Produits et services : Communiquer avec TD Canada Trust,

24 heures sur 24, 7 jours sur 7 : 1 866 233-2323

Anglais : 1 866 222-3456

Cantonais/mandarin : 1 800 328-3698

Service téléphonique à l'intention des

malentendants : 1 800 361-1180

Assemblée annuelle

Le mercredi 23 mars 2005

Château Laurier, Ottawa, Ontario

Présentation en direct aux investisseurs : Une présentation aux investisseurs et analystes (disponible le 24 novembre) est accessible à partir de la page d'accueil du site Web du Groupe Financier Banque TD, à l'adresse www.td.com/investor/calendar.jsp.

Le rapport annuel sera disponible après le 13 décembre à www.td.com/investisseurs/rapport_annuel.jsp

Diffusion sur le Web d'une conférence téléphonique : Une diffusion en direct audio et vidéo par Internet de la conférence téléphonique sur les résultats trimestriels du Groupe Financier Banque TD avec des investisseurs et analystes est prévue pour le 24 novembre 2004 à 15 h HE. La conférence est diffusée sur le site Web du Groupe Financier Banque TD à l'adresse www.td.com. De plus, des enregistrements des présentations sont archivés sur le site Web de TD et seront disponibles pour écoute pendant au moins un mois.

Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels : Une reprise instantanée de la téléconférence est disponible du 25 novembre au 25 décembre 2004. Composer sans frais le 1 877 289-8525, ou le 416 640-1971 à Toronto, mot de passe 21100032 (touche carré).

Logiciel requis pour la diffusion sur le Web : Un explorateur Navigator 4.5 ou Microsoft Internet Explorer 4.0 ou une version supérieure est nécessaire pour avoir accès à la diffusion sur le Web par Internet. Real Player est également requis. Pour télécharger Real Player, visiter le site www.real.com.